



La Plaque tournante

Pour un réseau qui permette aux travailleurs sociaux de sortir des rails de la commande sociale

Numéro 61 - Juillet 2012

Putain de commande sociale !

(librement inspiré par une rencontre avec un groupe d'étudiants travaillant sur ce thème)

Plusieurs institutions du travail social s'adressent aux prostituées. Certaines ont pour objectif explicite de faire sortir ces femmes (ou ces hommes) du milieu prostitutionnel, et sont bien souvent confrontés à un problème insoluble : quoi leur proposer, quel espoir de vie nouvelle ? Veut-on les convaincre de travailler comme caissière à Monoprix ou vendeuse de chaussures ? Il faudrait pouvoir leur proposer quelque chose de plus attirant que le monde superficiel et délétère mais rémunérateur dans lequel elles vivent, mais quoi ? Comment ne pas se sentir agent de normalisation, défenseur d'un modèle d'intégration sociale bien peu attrayant ?

D'autres travailleurs sociaux se sont donné un autre but : défendre avec elles leur statut de travailleuses. De travailleuses du sexe donc, avec la couverture sociale, la reconnaissance par la société, la revendication d'exercer un métier comme un autre...

Ouais... comme un autre... c'est vrai que d'une certaine façon, on se fait tous avoir... Dans un sens, la prostitution n'est pas beaucoup plus aliénante que le travail à la chaîne...¹ Mais c'est quand même un objectif bien limité et peu convaincant.

Remarquons que la commande sociale, c'est à dire non seulement les textes qui définissent le travail social, mais aussi le consensus global qui se fait autour de certaines «valeurs» de notre société (démocratie, individualisme, citoyenneté, libéralisme, normes familiales diverses...) ne tranche pas vraiment entre ces deux options : la prostitution n'est pas interdite. L'ambiguïté entre la réprouver et lui reconnaître un rôle est très présente dans de nombreux textes et dans de nombreuses têtes. Autrement dit, les deux options ci-dessus sont ... dans la commande sociale !

Je ne crois pas que nous puissions entraîner les prostituées à l'assaut de la société dite «libérale». Je ne crois pas qu'on puisse y entraîner non plus les jeunes délinquants des cités ou les enfants handicapés de nos structures. Mais notre rôle n'est pas pour autant de tenter de les convaincre de rentrer dans le rang, dans les normes, dans les cases que ne leur a pas préparé la société actuelle. Nous devons pouvoir les entraîner dans une aventure de vie passionnante, bousculante, qui leur donne envie d'être différentes, et de comprendre que l'ancien monde, que l'on nous «commande» de défendre, n'a pas d'avenir. Elles ne peuvent pas le changer ? Peut-être. Mais elles peuvent tester le monde de demain, en apprenant à créer autour d'elles, avec nous, des relations fraternelles, en découvrant la force des autres.

Ce sont de grands mots ? Abstraits ? Alors précisons : dans bien des cas, ceux qui ont fuit spontanément le cadre social actuel seront attirés par une aventure totalement différente : un grand voyage, la construction d'un lieu de vie, l'aventure d'une pièce de théâtre, un départ en bateau...

Pour tout cela, le vrai moteur, c'est la (re) découverte de l'autre, non pas comme un concurrent, un ennemi —ou en l'occurrence un «client»— mais comme un humain comme elles, avec lequel elles peuvent construire un petit bout d'humanité. Peut être pas ici —c'est trop près de tout ce qu'elles ont vécu de sordide— mais peut être dans une autre ville, dans un autre contexte, dans un autre pays...

En tout cas, si vous ne trouvez pas pour elles un projet passionnant, à construire ensemble, vous ne leur servirez à rien.

Après la visite au Familistère de Guise

L'initiative était bonne : une proposition de week-end amical, près de Laon, pour visiter le Familistère : un phalanstère fondé au 19ème siècle par Godin, créateur de l'usine de poêles Godin et comportant un habitat familial collectif : le palais social et l'usine (*pour plus ample information sur le [Familistère de Guise](#), voyez l'article très bien fait de wikipedia sur ce thème...*), et aussi pour visiter la grotte du Dragon au Chemin des Dames.

Vous avez été nombreux à dire votre intérêt... puis l'impossibilité de dégager les deux jours en question. Plusieurs ont demandé de programmer une deuxième visite à la rentrée, mais il semble difficile d'organiser de telles activités sur la base de notre réseau. On en reparlera à l'occasion.

En tout cas on a fait quand même ces deux visites, très intéressantes, en tout petit comité (5 tout compris), et la petite chronique économique en porte les marques.

La prochaine initiative sera plutôt une table ouverte, plus traditionnelle, autour d'un film.

Réservez pour cela le samedi soir 6 octobre.

¹ J'ai même souvent envie de comparer les commentateurs stipendiés de radio et de télévision qui nous vantent les valeurs de la société actuelle, à des personnes qui vendent une partie importante de leur anatomie, en l'occurrence leur cerveau...

Back to basics

La petite chronique économique de juillet est inspirée de notre voyage au Familistère de Guise (voir plus haut).

L'organisation du Familistère s'est faite sur l'idée —répandue dans certains milieux socialistes à l'époque (et peut être encore aujourd'hui)— que le capital et le travail peuvent collaborer harmonieusement sans remettre en cause la propriété privée des usines. Pour ce faire, le principe était que les mêmes personnes seraient propriétaires du capital (dans ce cas et pour faire simple, le capital c'est l'usine qui fabrique les poêles Godin) et fourniraient la force de travail (les ouvriers qui font tourner l'usine donc). C'est le principe de la coopérative. Disons le tout net, cette collaboration harmonieuse est un leurre, car il est contradictoire qu'un capital important soit propriété privée, fut-ce des ouvriers qui l'utilisent. En fait certains socialistes de l'époque n'osaient pas franchir le pas et remettre en cause la propriété privée des usines.

Au Familistère de Guise, rapidement, le capital s'est retrouvé dans moins de mains (1200) qu'il n'y avait d'ouvriers (1600). Le patron philanthrope —un ancien ouvrier qui avait fortune avec son poêle— avait distribué généreusement son capital à tous, au début, mais les nouveaux propriétaires faisaient ce qu'ils voulaient avec leur part. Ils pouvaient donc la vendre, ou racheter celle des autres. Bref, si l'on accepte la propriété privée du capital, celui-ci va rapidement se retrouver dans quelques mains. Et si l'on affirme qu'en plus le capital donne le droit de confisquer une partie de la production, le propriétaire en question trouve rapidement plus sain de toucher les profits et de ... ne plus travailler.

Comme quoi il ne suffit pas d'être philanthrope, il vaut mieux avoir les idées claires, en particulier sur la question suivante : pourquoi la richesse accumulée par nos prédécesseurs serait-elle propriété privée, et pourquoi le propriétaire en question confisquerait-il une part conséquente de ce qui est produit avec ce capital ?

Ne nous trompons pas, c'est de l'économie : il faut du capital pour que le travail produise de nouvelles richesses. On peut même dire que plus le capital est important, plus le travail humain va produire de nouvelles richesses. Une personne produit beaucoup plus de poêles Godin avec les machines de l'usine que tout seul, à la main.

Mais ce capital (les usines, les machines, les technologies...) a été créé par les générations précédentes. C'est un héritage collectif. Personne ne devrait pouvoir se l'accaparer.

Et dans la période actuelle, celle de la crise, qui résulte directement de la gestion privée de la richesse sociale, c'est le moment de bien comprendre ce qu'est le capital, et surtout ce qu'il devrait être : un outil collectif qui pourrait améliorer notre sort et celui des générations futures.

Maylis cherche un stagiaire

Bonjour, je cherche un(e) stagiaire éducatif, 2ème année minimum, déjà un peu rodé au boulot, pour un stage long au sein de mon équipe, maraude d'intervention sociale, dans les 17ème, 7ème et 8ème arrondissements. Si quelqu'un connaît une personne chouette Merci.

Répondre vite et je transmet à Maylis

Laura nous promet un petit article et nous réchauffe le coeur

J'en profite pour dire que certainement beaucoup comme moi lisent la Plaque Tournante et même s'ils ne se manifestent pas, ils ne l'apprécient pas moins pour autant et qui sait, peut-être se lanceront-ils un jour à un commentaire, une proposition ?

Un jour on sort du silence !

Le site www.pourletravailsocial.org

est momentanément indisponible !

Ça ne va pas durer, mais notre hébergeur a modifié ses habitudes et il va falloir s'adapter.

On s'y colle dès qu'on a une minute !

Julien réagit à un article ancien sur la VAE

Je veux bien réagir sur un article lu sur le blog, celui concernant la VAE. J'ai d'abord été surpris d'une position assez critique car je pensais que le système de validation d'acquis représentait une avancée pour les non diplômés.

En fait vos arguments m'ont permis de résoudre une contradiction qui me questionnait depuis le début de l'année. En tant qu'apprenti travaillant à l'ASE, j'ai découvert le milieu éducatif par un des aspects les plus formel et institutionnel. Comme d'autres étudiants, j'ai parfois l'impression de faire le grand écart entre la formation et les réalités de terrain. Beaucoup de très belles idées et des convictions profondes des auteurs que nous sommes amenés à découvrir nous paraissent quelque peu oubliées. Beaucoup des règles et pratiques en institution sont très éloignées des expériences novatrices vues en cours (foyer de Vitry par exemple, mais pas seulement...)

Et nous, nous avons tendance à peut-être plus faire confiance à ce que nous voyons au travail ou en stage, en se disant que les profs ne sont malheureusement plus vraiment à la page... et que leur idéalisme les empêche de voir ce qui se fait sur le terrain.

Le texte m'a permis de bien comprendre qu'il faut sûrement penser les choses inversement. Ce que nous vivons en stage n'est qu'un état de fait à un moment donné, une des déclinaisons possibles du travail éducatif. Et la formation, par la lecture, les films et l'échange, permet justement de remettre en cause ce que nous faisons sur le terrain, en se disant que telle pratique n'est peut-être pas la réponse définitive ou la solution absolue. On peut alors s'autoriser à questionner les cadres juridiques ou les directives qui encadrent notre action à un moment donné...